



# LA MONDIALISATION EN PÉRIL?

Prévisions à l'exportation  
Printemps 2017 – Sommaire

Canada



Un monde d'opportunités à saisir

Son ampleur est si grande qu'elle touche chaque région, chaque pays et chaque entreprise – et sans doute tous les habitants de la planète. Elle est devenue partie intégrante de tout ce que nous faisons, sans même que nombre d'entre nous en prennent note. Aujourd'hui, il est question d'y mettre fin. Il est difficile d'estimer toute la portée et tous les effets de ce que nous appelons « la mondialisation ». L'activité timide de l'économie depuis la fin de la récession – une activité poussive qui a laissé beaucoup de travailleurs sur la touche – est une source de frustration, mais une mince majorité semble croire que la mondialisation est à blâmer. Cette situation est inquiétante, à tel point qu'elle occupe aujourd'hui la tête du classement mondial des risques. Alors, est-ce la fin de la mondialisation?

Détricoter la mondialisation se ferait au prix fort et, de ce fait, un tel projet présenterait un risque majeur. Depuis des décennies, les consommateurs de partout sur le globe peuvent accéder à des produits fabriqués à faible coût dans diverses régions du monde – ce qui leur a fait épargner des sommes inestimables. Mettre un terme à la mondialisation viendrait aussi à un prix inestimable. Mais il y a un autre coût connexe. La mondialisation a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, et à des nations riches de ramener le chômage à des taux parmi les plus bas de l'histoire récente. Le retour à un système économique isolé et localisé atténuerait sensiblement l'effet net sur l'emploi. Or, il y a d'autres avantages : les gains tirés de la libéralisation des échanges – dont profitent les pays exploitant avec efficacité leur avantage comparatif – sont bien documentés dans les recherches sur le commerce international.

Oublions un moment les coûts immédiats. Demandons-nous si une telle opération est logiquement possible en considérant plusieurs éléments. Le premier : il est beaucoup plus simple d'imposer des politiques d'entrave au commerce que de dynamiser l'investissement intérieur devant remplacer les flux commerciaux interrompus. À vrai dire, le simple citoyen pourrait bien manquer de patience à l'égard de ces politiques. Second élément : la technologie qui a rendu possible la création de liens commerciaux à l'international ne disparaîtra pas dans un monde davantage tourné vers le protectionnisme. Troisième élément : les obstacles au commerce finissent par bénéficier à ceux qui en sont la cible. En effet, déterminés à survivre, les pays victimes du protectionnisme sont forcés d'être sans cesse plus réactifs et concurrentiels – bien plus que les nations érigeant des murs tarifaires. Résultat : à terme, ces restrictions commerciales pénalisent ceux qu'elles étaient censées protéger. Quatrième élément : la voix de l'actionnaire a été singulièrement silencieuse, mais quand elle se fera entendre, il y a fort à parier qu'elle s'exprimera avec force en faveur de la mondialisation. Enfin, cinquième élément de poids : une modification de l'architecture n'est pas vraiment nécessaire en ce moment. En réalité, les voix dissidentes militent pour un renouveau économique – et c'est ce qui est en train de se produire sans intervention extérieure.

Les États-Unis en sont le parfait exemple. Après sept longues années d'attente, des groupes clés mis sur la touche par une croissance apathique – des travailleurs âgés et des membres de la génération du millénaire – sont résolument de retour sur le marché du travail. D'ailleurs, la capacité industrielle se resserre à nouveau, et plusieurs industries doivent mettre les bouchés doubles. Vu les niveaux élevés de la confiance, l'investissement commercial devra aussi accélérer la cadence. Une seule chose barre la route à une performance du tonnerre : un secteur des exportations freiné par le billet vert.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Union européenne (ou l'UE) reprend à son tour du tonus. Le chômage, qui n'a cessé de se résorber sur ce marché depuis la mi-2013, est maintenant à peine 1,2 point de pourcentage au-dessus du creux atteint avant la récession – un véritable tour de force. Après un long passage à vide, la participation de la main-d'œuvre aux États-Unis est aussi repartie à la hausse. L'utilisation de la capacité à l'ensemble de l'UE a atteint un sommet depuis la grande récession – le signe révélateur d'une demande comprimée sur le marché.

Voilà sans doute la nouvelle la plus réjouissante qu'aient entendue les marchés émergents depuis des années. Le resserrement aux États-Unis et dans l'UE ne peut qu'annoncer des jours meilleurs pour les exportations dans le monde émergent – une aide qui sera très opportune pour les marchés confrontés à un déficit de capacité, une capacité excédentaire, des cours en berne des produits de base et la montée des coûts d'emprunt.

À la lumière de tous ces éléments, EDC table dans ses *Prévisions à l'exportation* sur une croissance mondiale de 3,5 % en 2017 et de 3,8 % l'an prochain. L'activité des exportations totales du Canada devrait grimper de 6 % cette année grâce à un sursaut des cours des produits de base, et de 5 % en 2018 au gré de l'accélération de la croissance mondiale.

Conclusion? Les données actuelles révèlent que l'économie mondiale donne aux gens ce qu'ils désirent vraiment : de la croissance, des emplois et le feu vert pour une expansion continue. Pourtant, force est de constater que nous ne sommes plus en 1983. Le libre-échange est à présent fermement ancré dans le paysage économique; chercher à démanteler son architecture constitue donc une sérieuse menace à la croissance actuelle. Si la réalisation d'un tel risque est en définitive improbable, la conjoncture que nous connaissons offre alors des possibilités parmi les plus brillantes du nouveau millénaire.

**Peter G. Hall**  
Vice-président et économiste en chef

# LA MONDIALISATION EN PÉRIL?

**Tableau 1 :** Perspectives pour les marchés émergents et développés

Marchés émergents et développés	G CAD 2016	Part (en %) des exportations totales 2016	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2016	2017 (p)	2018 (p)
<b>Marchés émergents</b>					
Total – Secteur des services	1778	3,1 %	4,8 %	5 %	6 %
Total – Secteur des biens	54,17	9,4 %	-2,0 %	13 %	7 %
Total – Volumes			0,4 %	12 %	7 %
<b>Marchés développés</b>					
Total – Secteur des services	89,39	15,5 %	4,8 %	5 %	6 %
Total – Secteur des biens	414,85	72,0 %	-2,7 %	6 %	4 %
Total – Volumes			0,1 %	1 %	3 %
<b>Marchés émergents et développés</b>					
Total – Exportations (biens et services)	576,18	100 %	-1,3 %	6 %	5 %

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2016 sont réelles, celles de 2017 et de 2018 sont des prévisions.

**Tableau 2 :** Prévisions économiques mondiales

Principaux indicateurs économiques	2014	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)
<b>PIB (en %, a/a)</b>					
<b>Total mondial</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>
<b>Marchés développés</b>					
Canada	2,5	0,9	1,3	2,4	2,2
États-Unis	2,4	2,6	1,6	2,4	2,7
Zone euro	1,1	2,0	1,7	1,7	1,6
Japon	0,0	1,2	0,9	1,0	1,1
<b>Marchés émergents</b>					
Chine	7,3	6,9	6,7	6,6	6,4
Inde	7,2	7,6	6,6	7,4	7,6
Brésil	0,1	-3,8	-3,5	0,4	2,5
Mexique	2,2	2,6	2,2	1,8	2,1
Russie	0,7	-3,7	-0,6	1,4	1,8
Afrique du Sud	1,6	1,3	0,3	0,8	1,4
<b>Devises</b>					
CAD/USD	0,91	0,78	0,76	0,76	0,78
<b>Cours des produits de base</b>					
Pétrole brut (WTI, USD/baril)	93,2	48,7	43,3	53,9	56,6
Gaz naturel (Henry Hub, USD/Mbtu)	4,3	2,6	2,5	2,8	3,1
Cuivre (USD/tonne métrique, LME)	6 861,5	5 493,9	4 862,1	5 677,0	5 895,0
Or (USD/oz, LME)	1 266,2	1 160,3	1 250,3	1 245,0	1 210,0
<b>Autres</b>					
Mises en chantier, É.-U. (en milliers d'unités)	1 003,3	1 111,9	1 173,7	1 325,0	1 425,0
Taux cible des fonds de la Fed (en %)	0,1	0,1	0,4	0,9	1,8

**Sources :** Statistique Canada, Haver Analytics, Services économiques d'EDC. Les données de 2016 sont réelles, celles de 2017 et de 2018 sont des prévisions.

## PRÉVISIONS SECTORIELLES

Les exportations de biens et de services devraient orchestrer un solide rebond en 2017 et en 2018. Les exportations de biens avanceront respectivement de 6 % et de 4 %, tandis que celles des services suivront une trajectoire semblable en inscrivant une croissance moyenne de 5 % au cours de l'horizon prévisionnel.

Cette année, la croissance à l'export sera notamment éperonnée par la belle tenue du secteur de l'énergie, dont les exportations grimperont de 18 % en 2017 après avoir pâti en 2016. Ce dynamisme sera en partie attribuable à la montée des cours et au retour à des volumes à l'export plus habituels dans la foulée des incendies de forêt en Alberta. De même, le secteur des métaux et des minerais affichera un essor dans les deux chiffres en 2017 après avoir marqué le pas l'an dernier. En 2018, la filière aéronautique se démarquera grâce à une envolée spectaculaire de 17 % de son activité.

L'élan des exportations pendant la période prévisionnelle sera imprimé par l'ascension des cours dans de multiples industries. La hausse des cours des produits de base dans

plusieurs sous-secteurs de l'énergie, des métaux et des minerais, de même que de la foresterie sera à l'origine des solides gains des exportations. Le raffermissement soutenu de l'économie américaine et un huard favorisant la compétitivité des exportations canadiennes resteront des piliers de la croissance à l'export en 2017 et en 2018.

La grande majorité des exportations canadiennes de biens (soit 88 %) est destinée aux marchés développés. Ce faisant, le portrait de la croissance aux États-Unis et en Europe aura encore un effet déterminant sur la performance des exportations canadiennes. Les exportations de biens en direction des marchés développés devraient gagner 6 % en 2017, puis à nouveau 4 % l'an prochain. Cependant, la part de nos exportations vers ces marchés continuera de progresser pour se camper autour de 85 % d'ici 2020. Quant aux exportations canadiennes vers les marchés émergents, elles représentent une part nettement plus faible à 12 % du total. Ces exportations feront une poussée impressionnante de 13 % en 2017, avant de bondir de 7 % l'an prochain – un taux annuel qui devrait se maintenir à moyen terme.

**Tableau 3 :** Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par secteur

Principaux secteurs	G CAD 2016	Part (en %) des exportations totales		Prévisions des exportations (croissance en %)	
		2016	2016	2017 (p)	2018 (p)
Aéronautique	16,3	3,5 %	-11,1 %	4 %	17 %
Agroalimentaire	61,9	13,2 %	1,4 %	2 %	4 %
Automobile	89,7	19,1 %	8,7 %	-1 %	2 %
Biens de consommation	24,0	5,1 %	4,5 %	3 %	2 %
Énergie	76,7	16,4 %	-17,1 %	18 %	7 %
Engrais	6,6	1,4 %	-25,8 %	4 %	4 %
Machinerie et équipement industriels	24,3	5,2 %	-3,0 %	5 %	5 %
Minerais et métaux	71,3	15,2 %	-2,7 %	11 %	5 %
Produits chimiques et plastiques	43,2	9,2 %	-1,5 %	7 %	8 %
Produits forestiers	31,8	6,8 %	5,1 %	7 %	-2 %
Technologies de pointe	17,4	3,7 %	1,6 %	1 %	-2 %
Transactions particulières*	5,7	1,2 %	1,4 %	-3 %	2 %
<b>Total – Secteur des biens</b>	<b>469,0</b>	<b>81,4 %</b>	<b>-2,6 %</b>	<b>6 %</b>	<b>4 %</b>
<b>Total – Secteur des services</b>	<b>107,2</b>	<b>18,6 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>5 %</b>	<b>6 %</b>
<b>Total des exportations</b>	<b>576,2</b>	<b>100,0 %</b>	<b>-1,3 %</b>	<b>6 %</b>	<b>5 %</b>
<b>Pour mémoire</b>					
<b>Exportations de biens nominales (énergie exclue)</b>	<b>392,3</b>	<b>68,1 %</b>	<b>0,8 %</b>	<b>4 %</b>	<b>4 %</b>
<b>Exportations de biens nominales (autos et énergie exclues)</b>	<b>302,6</b>	<b>52,5 %</b>	<b>-1,3 %</b>	<b>5 %</b>	<b>5 %</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2016 sont réelles, celles de 2017 et de 2018 sont des prévisions.

Les transactions particulières\* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays d'origine.

La croissance des exportations canadiennes de marchandises devrait se fixer à 6 % en 2017 grâce à l'ascension des cours des produits de base. Le raffermissement des exportations dans le secteur des biens de consommation entraînera un sursaut d'activité après le repli des exportations nominales observées en 2016. L'élan des cours des produits de base devrait toutefois se modérer en 2018. Dans ce contexte, les exportations canadiennes devraient augmenter de 4 %, la croissance à l'export étant propulsée par les gains en volume.

Fortes du regain des cours pétroliers au début de 2017, les provinces productrices d'énergie du Canada devraient assister à une robuste reprise de leurs exportations. Outre l'appréciation des cours, nous tablons sur une hausse des volumes de pétrole brut et des produits pétroliers raffinés en **Alberta** avec la mise en service des projets prévus avant la glissade des cours pétroliers. **Terre-Neuve-et-Labrador** verra l'essor de ses exportations atteindre les deux chiffres à la faveur d'une augmentation des exportations pétrolières de la société Husky Energy vers la Chine. Au **Nouveau-Brunswick**, la valeur des exportations de produits raffinés devrait s'apprécier à la suite d'un bond de la croissance résultant de l'intensification de la production au complexe minier Caribou de Trevali et du relèvement des quotas pour la pêche au crabe dans le golfe du Saint-Laurent.

Par rapport aux autres provinces du Canada Atlantique, la **Nouvelle-Écosse** devrait dégager une très modeste croissance en 2017. Malgré l'agrandissement de l'usine de pneus de Michelin dans la province, certains aléas pèseront sur la croissance à l'export : la diminution des prises de homard imputable à une météo défavorable ayant nui au lancement de

la saison, la réduction des quotas de crevette et la fermeture progressive de deux complexes d'exploitation du gaz naturel. Quant aux exportations de l'**Île-du-Prince-Édouard**, elles profiteront de la demande américaine et asiatique adressée à son secteur de la frite surgelée ainsi que du dynamisme soutenu de l'industrie des produits de la mer.

Contrairement aux cours du pétrole brut, les cours des engrais ne devraient pas se redresser de manière sensible en 2017. En **Saskatchewan**, l'amélioration des perspectives du secteur pétrolier, jumelée à une production accrue de potasse au projet minier Legacy de K+S et à la réouverture de la mine Colonsay de Mosaic, permettra à la croissance à l'export d'avoisiner les deux chiffres.

En **Ontario**, au **Québec** et au **Manitoba**, soit les provinces abritant un secteur manufacturier diversifié, les exportations connaîtront une progression plus modeste que dans les provinces tributaires des ressources naturelles. Malgré tout, les investissements prévus par les fabricants automobiles, l'accélération de la production des avions de la CSeries chez Bombardier et le carnet de commandes bien rempli du fabricant d'autobus New Flyer, établi au **Manitoba**, viendront étayer la croissance dans ces provinces.

La **Colombie-Britannique** devrait inscrire une modeste croissance à l'export en 2017. Son industrie forestière devra composer avec l'incertitude découlant de l'imposition possible par les autorités américaines de droits compensateurs sur les exportations de bois d'œuvre.

**Tableau 4** : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

Provinces	G CAD 2016	Part (en %) des exportations totales de biens		Prévisions des exportations (en %)	
		2016	2016	2017 (p)	2018 (p)
Alberta	78,9	16,8 %	-14,7 %	19 %	4 %
Colombie-Britannique	39,5	8,4 %	9,9 %	4 %	3 %
Île-du-Prince-Édouard	1,3	0,3 %	1,1 %	7 %	4 %
Manitoba	13,4	2,9 %	-2,1 %	5 %	2 %
Nouveau-Brunswick	10,6	2,3 %	-13,0 %	7 %	9 %
Nouvelle-Écosse	5,2	1,1 %	-2,3 %	1 %	5 %
Nunavut	0,0	0,0 %	23,0 %	3 %	3 %
Ontario	205,3	43,8 %	4,2 %	2 %	4 %
Québec	78,5	16,7 %	-2,1 %	5 %	7 %
Saskatchewan	26,4	5,6 %	-18,9 %	9 %	3 %
Terre-Neuve-et-Labrador	8,4	1,8 %	-8,2 %	13 %	17 %
Territoires-du-Nord-Ouest	1,3	0,3 %	-28,4 %	8 %	4 %
Yukon	0,2	0,0 %	101,4 %	6 %	4 %
<b>Total des exportations de biens</b>	<b>469,0</b>	<b>100 %</b>	<b>-2,6 %</b>	<b>6 %</b>	<b>4 %</b>

**Sources** : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2016 sont réelles, celles de 2017 et de 2018 sont des prévisions.



Pour la version intégrale des Prévisions à l'exportation – Printemps 2017, visitez le

[www.edc.ca/pre](http://www.edc.ca/pre)

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2017. Tous droits réservés.

Canada

 **EDC**

Un monde d'opportunités à saisir